



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1996/SR.2  
2 juillet 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-deuxième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 2ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 19 mars 1996, à 10 heures

Président : M. VERGNE SABOIA (Brésil)

SOMMAIRE

Déclaration du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Déclaration du Ministre italien des affaires étrangères

Déclaration du Ministre suédois de la coopération internationale et  
Vice-Ministre des affaires étrangères

Organisation des travaux de la session

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 10 h 15.

DECLARATION DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME

1. M. AYALA LASSO (Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme) dit que confrontée à la vaste tâche de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme, la Commission des droits de l'homme a la responsabilité d'en promouvoir l'avancement, la codification et la mise en oeuvre et d'ouvrir ainsi la voie à la paix, à la démocratie et au développement.

2. En 50 ans, depuis la création de la Commission en 1946, d'immenses progrès ont été réalisés dans le domaine des droits de l'homme. La Déclaration universelle des droits de l'homme, élaborée par la Commission, est devenue la référence majeure de toutes les activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme, comme en témoignent les déclarations finales de la Conférence internationale sur la population et le développement, du Sommet mondial pour le développement social et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. A l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration, il serait opportun d'évaluer le degré d'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. Il appartient à la Commission des droits de l'homme d'entreprendre cette évaluation.

3. Il est primordial que tous les Etats progressent dans la voie de la pleine réalisation de tous les droits fondamentaux et intrinsèques de l'homme et il faut espérer qu'oeuvrant ensemble, les gouvernements, les institutions et les peuples feront des droits de l'homme une réalité pour tous les habitants de la Terre, sans exception. C'est là une nécessité impérieuse. Les droits de l'homme font partie intégrante de la trilogie paix, démocratie et développement, objectifs de l'ONU et de la communauté internationale. L'histoire oubliera vite les mots et déclarations vides de sens, mais certainement pas la volonté affichée d'atteindre les objectifs visés. L'histoire sera, en fait, le juge ultime des résultats obtenus.

4. Il est du devoir de tous les Etats, quel que soit le contexte politique, économique, social ou culturel, de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, devoir dérivé des normes internationales relatives aux droits de l'homme élaborées par la Commission, qui ont été la pierre angulaire de toutes les initiatives prises dans ce domaine au cours de la deuxième moitié de ce siècle. La diversité des traditions historiques, culturelles et religieuses, source d'enrichissement pour tous les pays, ne doit pas empêcher la communauté internationale de faire front chaque fois que des êtres humains sont traités de manière inhumaine ou dégradante, privés de leurs droits, réduits à la pauvreté, à la faim, au chômage ou à l'exclusion. Un principe tout aussi essentiel est que les institutions nationales sont les mieux équipées pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, à condition que le climat juridique, politique, économique et social soit propice.

5. Lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue en 1993, les divergences idéologiques et les affrontements politiques au sujet des droits de l'homme qui avaient caractérisé la guerre froide ont cédé le pas à un esprit de coopération et de dialogue qui s'est traduit par l'engagement universel d'oeuvrer ensemble au respect des droits de l'homme à travers le monde. Cette volonté nouvelle doit être entretenue; il ne faut pas que de

nouveaux murs d'incompréhension se dressent. Des murs du type de ceux qui depuis la fin de la guerre froide, sont à l'origine de génocides, d'épurations ethniques et autres violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme et du droit humanitaire, d'actes de torture, de disparitions et d'un débordement d'activités terroristes.

6. La Commission se doit donc d'innover pour mettre fin à ces phénomènes de régression et adapter les activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme aux circonstances. En résumé, elle doit insuffler une nouvelle vie à l'action menée pour que les normes en vigueur dans le domaine des droits de l'homme soient universellement et effectivement appliquées et éviter scrupuleusement toute politisation, ritualisation ou chicanerie procédurière.

7. M. Ayala Lasso dit que depuis deux ans il s'emploie à traduire dans la réalité les principes de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne au moyen d'activités multidimensionnelles et intégrées destinées à promouvoir et à protéger les droits de l'homme. Des priorités ont été définies, des stratégies élaborées et des activités entreprises. La théorie doit aussi être mise en pratique en ce qui concerne le droit au développement et les droits économiques, sociaux et culturels, et la portée des droits de l'homme doit être étendue à l'ensemble du processus de développement en favorisant les consultations et les échanges de données entre les institutions de la famille de l'ONU, notamment celles issues des Accords de Bretton Woods, les programmes et institutions de développement, les organisations intergouvernementales et régionales, les établissements universitaires et les organisations non gouvernementales. Une alliance de cette envergure sera l'élément déterminant des futures activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme.

8. Les Etats doivent être aidés dans leurs efforts : il faut les conseiller dans un climat de solidarité et de coopération internationales renforcées. Des institutions nationales ayant pour mandat de prévenir les violations des droits de l'homme, de promouvoir la paix et de garantir un développement harmonieux et durable doivent être créées par la voie du dialogue et des consultations.

9. A travers le monde, des spécialistes internationaux des droits de l'homme collaborent avec les représentants de gouvernements et d'organisations non gouvernementales pour mettre en place ou renforcer des infrastructures nationales destinées à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, la démocratie et la primauté du droit. Des fonctionnaires du Centre pour les droits de l'homme aident des responsables nationaux à mettre en oeuvre la législation relative aux droits de l'homme et concourent à la formation de magistrats, d'avocats, de responsables de l'application des lois et d'administrateurs pénitentiaires. Ils aident aussi à l'élaboration de programmes d'enseignement des droits de l'homme, à la conception de programmes de formation des enseignants et à la diffusion d'informations et de matériels de documentation. D'autres encore collaborent à la consolidation de la société civile et coopèrent avec des organisations non gouvernementales qui s'occupent de divers aspects des droits de l'homme, y compris les droits des femmes et des enfants.

10. La création ou le renforcement d'institutions nationales de défense des droits de l'homme est l'une des priorités du programme de l'ONU relatif aux droits de l'homme. L'apparition de telles institutions à travers le monde au cours des dernières années est un grand motif de satisfaction.

11. Grâce à leur travail sur le terrain, les rapporteurs spéciaux de la Commission connaissent bien les problèmes qui se posent à certains Etats et, sur la base d'informations directes, ils sont en mesure de proposer des solutions adaptées et de recommander des mesures qui satisfont aux normes internationales. L'étude thématique ou par pays des violations des droits de l'homme n'est pas un obstacle à la coopération internationale; elle en est plutôt une manifestation concrète, une activité grâce à laquelle pourront être conçus et mis en oeuvre les moyens de mettre fin aux violations des droits de l'homme.

12. Entre autres priorités du programme de l'ONU relatif aux droits de l'homme on relève les situations d'urgence, la prévention et l'aide aux pays en transition. Là encore, des spécialistes des droits de l'homme travaillent sur le terrain dans de nombreux pays, dans le cadre de missions qui exigent une planification opérationnelle, une logistique appropriée et un personnel bien formé. Par exemple, les observateurs chargés de surveiller la situation des droits de l'homme au Rwanda sont bien intégrés dans le pays et, après le retrait de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), ils seront appelés à jouer un rôle crucial dans le suivi de l'évolution des événements, l'ouverture d'enquêtes sur les actes de génocide, la restauration de la compréhension et de la tolérance mutuelles, l'exécution de programmes d'assistance technique et d'incitation au retour des réfugiés. Le Gouvernement et la population du Burundi ont besoin d'un appui plus soutenu de la communauté internationale pour surmonter leurs difficultés actuelles, d'où le programme élargi d'assistance technique pour ce pays. Avec l'aide de l'Union européenne, cinq observateurs doivent y être prochainement envoyés au titre d'un programme de surveillance et de protection.

13. Pour pouvoir relever les futurs défis et rendre le programme relatif aux droits de l'homme plus efficace et plus transparent, la nécessité s'impose d'une structure renforcée et coordonnée, aussi M. Ayala Lasso a-t-il entrepris un processus de réforme et de restructuration du Centre pour les droits de l'homme dans le cadre du processus d'ensemble de réforme des mécanismes des droits de l'homme de l'ONU. Il présentera prochainement des propositions précises à cet égard, mais le processus de réforme ne pourra réussir que si les ressources humaines et financières nécessaires lui sont octroyées.

14. Le programme relatif aux droits de l'homme s'est senti de la grave crise financière de l'ONU : il a fallu amputer de 2,6 millions de dollars E.-U., soit environ 6 %, les ressources extrêmement réduites allouées au titre du budget ordinaire pour 1996-1997; une telle réduction ne peut manquer d'avoir des répercussions dommageables sur les programmes et activités mandatés par la Commission. Tout est fait pour utiliser les fonds disponibles avec le maximum d'efficacité, mais cela implique aussi des ressources suffisantes, en particulier pour les opérations sur le terrain qui dépendent entièrement des contributions volontaires. A cet égard, M. Ayala Lasso lance

un appel pressant aux Etats Membres pour les inciter à soutenir financièrement ces activités pour lesquelles des contributions d'un montant de 25 millions de dollars E.-U. par an sont nécessaires.

15. En apportant des solutions audacieuses et constructives aux problèmes qui se posent, la Commission contribuerait à faire du XXI<sup>e</sup> siècle l'âge d'or des droits de l'homme. Lui-même et ses collaborateurs sont fermement résolus à participer à cette entreprise.

#### DECLARATION DU MINISTRE ITALIEN DES AFFAIRES ETRANGERES

16. Mme AGNELLI (Italie), parlant au nom de l'Union européenne, dit que les pays associés de l'Europe du centre et de l'est, ainsi que Chypre et Malte, ont exprimé le vœu de s'aligner sur sa déclaration.

17. Le cinquantième anniversaire de la fondation de l'ONU a été célébré il y a quelques mois. En vertu de la Charte, chaque nation a affirmé sa foi dans les droits de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine et dans l'égalité des droits des hommes et des femmes. La Charte n'admet aucune exception, aucune distinction fondée sur des considérations historiques, religieuses, culturelles, économiques ni aucune prérogative de souveraineté dans l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

18. Le cinquantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme sera célébré en 1998. Ce très important anniversaire offrira une nouvelle occasion de répandre dans le monde le message des droits de l'homme, avec pour objectif de promouvoir l'application des principes de tolérance, de respect de la dignité humaine, de justice et de solidarité.

19. Nonobstant l'avancée réalisée dans la définition de normes pour la promotion et la protection des droits de l'homme, la pleine jouissance de ces droits est encore déniée à des millions de personnes, en particulier dans les pays où la liberté politique fait défaut. Les problèmes qui se posent dans le domaine des droits de l'homme ne peuvent être isolés de ceux créés par certaines formes de gouvernement injustes, corrompues ou totalitaires, dont ils sont le corollaire. La démocratie doit être pleinement réalisée, sur le plan tant national qu'international, conformément à la Déclaration de Vienne.

20. La promotion et la protection des droits de l'homme, y compris le droit au développement, ont été réaffirmées par le Sommet mondial pour le développement social en tant qu'éléments essentiels du développement social et du bien-être de chacun. L'Union européenne soutient sans réserve l'engagement politique consacré par la Déclaration et le Programme d'action de Copenhague et a manifesté à maintes reprises sa volonté de jouer un rôle majeur dans la réalisation du droit au développement dans le cadre de ses politiques de coopération pour le développement qui prévoient un soutien appuyé aux droits de l'homme et le renforcement de la démocratie dans les pays en développement.

21. La promotion et la protection des droits de l'homme en tant que moyens de promouvoir l'intégration sociale ont été l'un des thèmes majeurs d'inspiration de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. L'Union européenne a accueilli avec satisfaction les résultats des travaux de la Conférence. La Déclaration et le Programme d'action qu'elle a adoptés et les résultats

des réunions préparatoires régionales marquent un pas décisif dans la voie de l'égalité entre les hommes et les femmes mais représentent aussi la volonté politique d'agir pour réaliser l'objectif de l'égalité, du développement et de la paix d'ici à l'an 2000. Le Programme d'action prescrit des directives précises quant au moyen d'éliminer toutes les formes de discrimination fondées sur le sexe. Cet objectif fait partie des priorités majeures de l'Union européenne.

22. L'Union européenne tient de nouveau à exprimer ses inquiétudes à l'égard d'une question touchant l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme, à savoir le problème général des réserves. Beaucoup d'Etats ont ratifié la plupart des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ou y ont adhéré, mais, à certains égards, cette avancée dans la voie de l'universalisation des droits de l'homme est plus fictive que réelle. De plus en plus d'Etats se servent des réserves d'une manière qui va à l'encontre des règles du droit international des traités. Lorsqu'un Etat au moment de la signature d'une convention se déclare lié par ledit instrument, dans la mesure où il n'est pas incompatible avec la législation nationale, cet Etat n'a en fait reconnu aucune obligation internationale et l'apparition de son nom sur la liste des signataires ne tire pas à conséquence. Les réserves ne doivent pas servir de paravent aux Etats soucieux d'acquérir la respectabilité internationale en prétendant adhérer à un traité lorsque, dans la pratique, ils ignorent la plupart des obligations qui en découlent. Les Etats qui ont exprimé des réserves devraient régulièrement envisager la possibilité de les retirer ou d'en rétrécir la portée.

23. Etablir de nouvelles normes pour la promotion et la protection des droits de l'homme n'est pas dans l'immédiat le principal enjeu, car les instruments qui existent déjà sont amplement suffisants. L'Union européenne désapprouve la propension qui se manifeste à une certaine prolifération des instruments relatifs aux droits de l'homme, considérée comme une tactique de diversion pour masquer la nécessité de se concentrer sur l'application effective de ceux qui existent. Cette question cruciale, et le contrôle permanent des réserves, devraient être au centre des préoccupations.

24. La stratégie de l'Union européenne dans le domaine des droits de l'homme sera davantage axée sur l'anticipation des événements, la prévention plutôt que l'intervention, et le soutien de politiques saines et cohérentes et de systèmes démocratiques solides. Parallèlement, l'Union doit se donner les moyens de réagir rapidement aux crises qui surgissent et de réduire les tensions politiques et sociales, autant que faire ce peut.

25. En matière de prévention, la lutte contre l'impunité exige une plus grande attention. Les tribunaux spécialement créés pour mettre fin à l'impunité des auteurs de crimes contre l'humanité et de graves violations du droit humanitaire international sur le territoire de l'ex-Yougoslavie et au Rwanda ne suffisent pas à la tâche. L'Union européenne se félicite du travail effectué à ce jour par le Comité ad hoc pour la création d'une cour pénale internationale ainsi que du projet de statut de cette cour élaboré par la Commission du droit international et de la création d'un comité préparatoire en vue de la tenue d'une conférence diplomatique sur l'adoption du statut de ladite cour, que le Gouvernement italien a offert d'accueillir aussi rapidement que possible.

26. Il est également nécessaire d'établir un système d'intervention rapide, dont le Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme serait le pivot, qui puisse agir de manière efficace pour promouvoir et garantir le respect des normes internationales et prévenir les situations susceptibles de favoriser la violation de ces normes. A cet égard, l'Union européenne s'est engagée dans la promotion de l'enseignement des droits de l'homme. Dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, il faudrait tout particulièrement s'employer à faire figurer la sensibilisation à cette question, y compris la sensibilisation à l'équité entre les sexes dans les programmes des écoles primaires et secondaires et les programmes de formation des responsables de l'application des lois, des personnels militaires, des gardiens de prison et des médecins.

27. L'Union européenne note avec inquiétude les tensions qui continuent de faire obstacle à la paix sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, en dépit d'une part, des Accords de Dayton et de Paris et, d'autre part, de la nouvelle impulsion donnée à leur application à la récente Conférence de Rome. Dans le contexte du règlement pacifique, le respect des droits de l'homme doit être hautement prioritaire. L'Union européenne rend hommage à l'engagement pris par toutes les parties aux accords de paix de garantir à toutes les personnes relevant de leur juridiction, au niveau le plus élevé, les droits de l'homme et libertés fondamentales internationalement reconnus et consacrés par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les protocoles facultatifs s'y rapportant, de 1966 et 1989, et de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales énoncés dans la Convention européenne des droits de l'homme.

28. Il est de la plus haute importance que l'ONU et d'autres institutions et organisations internationales participent activement à la résolution des problèmes humanitaires et des problèmes connexes dans le domaine des droits de l'homme sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, notamment aux activités de reconstruction des infrastructures des droits de l'homme, de rapatriement dans la sécurité des réfugiés et des personnes déplacées, de prévention de nouvelles violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de restauration de la confiance et de préparation des élections. Il est aussi nécessaire que toutes les parties collaborent pleinement avec le Tribunal pénal international.

29. Enfin, l'Union européenne souhaite insister une fois encore sur la nécessité urgente et impérieuse pour l'ONU de consacrer davantage de ressources aux activités concernant les droits de l'homme afin de pouvoir faire face aux nombreuses priorités établies par la Déclaration et le Programme d'action de Vienne dans le domaine des droits de l'homme. A cet égard, l'Union européenne constate une fois de plus avec inquiétude l'insuffisance flagrante des ressources attribuées au Centre pour les droits de l'homme, dont l'une des répercussions est d'empêcher les organes conventionnels de mener à bien leurs tâches. Les secrétariats des organes conventionnels manquent de personnel, notamment d'experts, et de structures administratives appropriées. Il faut notamment que des ressources suffisantes soient allouées au Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme pour qu'il puisse jouer le rôle pivot prévu par son mandat de grande portée. La promotion

et la protection effectives de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales dépendent dans une grande mesure de la résolution rapide et satisfaisante de ce problème crucial.

30. L'Union européenne considère sans fondement l'argument selon lequel l'augmentation du financement aux programmes des droits de l'homme se ferait au détriment des activités en faveur du développement, persuadée que la démocratie et la promotion et la protection de tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement, sont étroitement liées. Ce concept fondamental ne doit pas être perdu de vue si l'on veut que les efforts déployés pour construire un avenir meilleur pour les générations futures soient fructueux.

DECLARATION DU MINISTRE SUEDOIS DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET  
VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

31. M. SCHORI (Suède), souscrivant à l'allocution faite au nom de l'Union européenne, dit que la Charte des Nations Unies réaffirme la foi de la communauté internationale dans les droits de l'homme fondamentaux, la dignité et la valeur de la personne humaine et les droits égaux des nations. Nombre d'instruments relatifs aux droits de l'homme ont été élaborés pour donner effet à ces engagements. La tâche de la Commission des droits de l'homme est d'évaluer la mesure dans laquelle les Etats assument leurs obligations à l'égard des droits de l'homme.

32. Comme l'a déclaré le Secrétaire général, les droits de l'homme sont, par définition, la norme ultime de toutes les politiques. Les Etats ont l'obligation d'incorporer les engagements qu'ils ont pris dans le domaine des droits de l'homme à la législation et aux pratiques nationales. Débattre de juridiction nationale et de politique intérieure est déplacé dans le domaine des droits de l'homme.

33. La Commission des droits de l'homme doit dénoncer les violations des droits de l'homme et prendre à partie tout gouvernement qui, au lieu de protéger les droits de l'homme, les viole. Si la communauté internationale ne prend pas fermement position, son silence risque de devenir un écran protecteur derrière lequel les gouvernements continueront d'agir en toute impunité. La communauté internationale ne peut se permettre de perdre sa crédibilité en tant que défenseur loyal et équitable des droits de l'homme à travers le monde.

34. Certaines situations pourraient servir d'exemples. Le Gouvernement chinois devrait renforcer la protection des droits de l'homme eu égard, en particulier, au manque de libertés fondamentales, à l'absence d'un système juridique équitable et indépendant, au recours excessif à la peine de mort, à la pratique de l'internement administratif et à la situation des enfants handicapés placés dans des institutions d'Etat. En Tchétchénie, la situation de la population civile est intolérable. Les parties au conflit n'ont pas entendu les appels lancés en faveur d'une solution pacifique à la crise ni les inquiétudes exprimées à l'égard du recours disproportionné à la force par les forces armées russes et de graves violations des droits de l'homme...



35. M. PANG Sen (Chine), s'exprimant sur un point d'ordre, rappelle au Vice-Ministre suédois des affaires étrangères qu'il est l'invité de la Commission et que l'examen de la situation dans les pays n'est pas à l'ordre du jour.

36. Le PRESIDENT demande aux orateurs invités de rester dans les limites de considérations d'ordre général et d'éviter les déclarations pouvant prêter à controverse, les membres de la Commission ayant, naturellement, un droit de réponse. Il invite le Vice-Ministre suédois des affaires étrangères à poursuivre sa déclaration.

37. M. SCHORI (Suède) dit que la situation des droits de l'homme au Nigéria est également déplorable.

38. La Déclaration de Vienne indique clairement que la protection et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales incombent au premier chef aux gouvernements et sont des préoccupations légitimes de la communauté internationale. Exprimer des inquiétudes devant la situation des droits de l'homme dans certains pays est donc tout à fait dans la ligne d'un dialogue constructif avec les pays concernés.

39. Au cours des années, la Suède s'est particulièrement intéressée à certains domaines des droits de l'homme, dont la protection des groupes vulnérables ou minoritaires, la lutte contre la torture, l'abolition de la peine capitale, la ratification universelle des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et l'élimination des réserves à l'égard de ces instruments. A ce propos, M. Schori prête son appui le plus résolu aux observations formulées par le Ministre italien des affaires étrangères à l'égard du problème des réserves aux instruments relatifs aux droits de l'homme et au sujet du rôle essentiel des ONG dans la promotion des droits de l'homme.

40. Le Gouvernement suédois est fermement convaincu que les organes constitutionnels et autres structures fondamentales dans le domaine des droits de l'homme, y compris les activités entreprises sous les auspices du Centre pour les droits de l'homme et du Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme, devraient être financés par la communauté internationale. Ce gouvernement a versé des contributions volontaires pour financer des programmes clés dans le domaine des droits de l'homme.

41. Au vu des intolérables souffrances engendrées par des conflits internes dans certains pays, qui parfois ne sont du ressort ni du droit humanitaire international ni du droit relatif aux droits de l'homme, le Gouvernement suédois se déclare résolument en faveur de l'élaboration de normes humanitaires minimales qui s'appliqueraient à toutes les situations. Dans ce contexte, M. Schori dit attacher beaucoup d'importance aux travaux des tribunaux pénaux internationaux chargés de juger les personnes responsables de violations graves commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie et au Rwanda. Quiconque a commis ou fomenté des actes de génocide, des crimes de guerre ou de graves violations des droits de l'homme doit être poursuivi en justice. A cette fin, la communauté internationale devrait donner la priorité à la création d'un tribunal pénal international permanent.

42. L'adhésion quasiment universelle à la Convention relative aux droits de l'enfant est un signe encourageant qui devrait inciter les Etats à adhérer à d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme. Là encore, toutefois, cette adhésion est affaiblie par des réserves inopportunes. Le Gouvernement suédois se félicite du plan élaboré par le Haut Commissaire aux droits de l'homme aux fins de trouver les moyens de renforcer l'application de la Convention et de faciliter la tâche du Comité des droits de l'enfant, et il est disposé à contribuer financièrement à toute activité dans ce sens. Toutefois, il conviendrait de modifier une disposition de la Convention : l'âge minimal de recrutement dans les forces armées devrait être fixé à 18 et non pas 15 ans.

43. Le Gouvernement suédois accueillera prochainement le Congrès mondial sur l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants qui devrait, il l'espère, contribuer à faire mieux prendre conscience du problème et aboutir à une action internationale concertée pour assurer l'application des dispositions pertinentes de la Convention relative aux droits de l'enfant.

44. Le droit à la vie étant le plus fondamental de tous les droits, le Gouvernement suédois condamne le recours, par quelque pays ou régime que ce soit, à la peine de mort, forme de châtement irrévocable et foncièrement inhumaine qui n'a pas sa place dans un monde moderne civilisé. En attendant son abolition, la communauté internationale doit veiller à ce que la portée de son applicabilité ne soit pas étendue et que les règles pertinentes, dont les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort soient scrupuleusement respectées. M. Schori se félicite des travaux effectués à cet égard par le Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

45. La Déclaration et le Programme d'action de Beijing établissent un calendrier pour l'avancement de la femme. La Conférence de Beijing a mis en lumière les principaux obstacles à la réalisation de cet objectif, dont la violence, la pauvreté, l'absence de démocratie et les structures de pouvoir, les lois et les pratiques discriminatoires. Elle a réaffirmé l'importance de l'intégration des femmes et la nécessité d'accorder toute l'attention voulue à la question de l'égalité des sexes dans l'élaboration des politiques. Un réajustement des attitudes dans de nombreux secteurs est donc indispensable. Après la Conférence de Beijing, tout pays qui aurait des lois ou des pratiques discriminatoires ou qui ne prendrait pas les mesures qui s'imposent pour prévenir la violence contre les femmes et abolir les pratiques traditionnelles cruelles et préjudiciables serait inexcusable.

46. La Commission des droits de l'homme doit jouer un rôle clé dans la promotion des droits des femmes. L'écart qui existe entre les engagements pris par les Etats à l'égard de leurs droits et la condition réelle des femmes dans de nombreux pays du monde est l'une des questions majeures dont il faut s'occuper. La promotion des droits des femmes est un facteur essentiel de la réalisation de la démocratie et du développement.

47. Grâce à la mondialisation des réseaux de communications, de nos jours les problèmes qui se posent dans le domaine des droits de l'homme sont portés à l'attention d'un public de plus en plus large et deviennent un sujet de préoccupation universelle. A l'aube du troisième millénaire, la communauté

internationale a l'occasion de jeter les fondations d'un monde réellement civilisé, ayant une éthique universelle. Les droits de l'homme doivent devenir une réalité pour tous, sans considération d'âge, de sexe, d'origine nationale ou de liens culturels. Il est du devoir des Etats de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, comme il est du droit des individus de les défendre.

48. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba), intervenant sur un point d'ordre, dit que l'attention des orateurs invités devrait être appelée sur les limites établies par la Commission quant à la durée des interventions.

49. Le PRESIDENT rappelle que le Bureau a décidé à l'unanimité que les orateurs invités devraient être instamment priés de limiter leurs déclarations à 10 ou 15 minutes.

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION (point 3 de l'ordre du jour provisoire) (E/CN.4/1996/11, 14, 15, 16 et Add.1, 17, 69, 83, 84, 112 et 118 et Add.1; A/49/929)

50. Le PRESIDENT dit que le projet de calendrier pour l'examen des points de l'ordre du jour, tel que proposé par le Bureau, pouvait encore être modifié. Alors que le Bureau avait examiné l'application d'un certain nombre de résolutions de la Commission figurant au point 3 de l'ordre du jour provisoire (E/CN.4/1996/1/Add.1), de nouvelles consultations avec des groupes régionaux seraient nécessaires avant que le Bureau puisse proposer l'intégration de ces questions à divers points de l'ordre du jour.

51. En l'absence d'objections, il considérera que la Commission souhaite approuver les recommandations du Bureau concernant la limitation de la durée des interventions, la soumission des projets de résolutions, la désignation des personnes qui seront invitées à s'exprimer sur les divers points de l'ordre du jour, ou qui devront être présentes lors de l'examen de certains points, étant entendu que le Bureau reviendrait, en tant que de besoin, sur certaines des questions déjà mentionnées.

52. Il en est ainsi décidé.

53. M. QAZI (Pakistan), parlant au nom du Groupe asiatique, propose que les mesures qui avaient été introduites lors de sessions antérieures aux fins d'améliorer la gestion des réunions de la Commission soient maintenues à la présente session. Les travaux de la Commission pourraient être aussi rationalisés par l'examen conjoint de points de l'ordre du jour étroitement associés. Des consultations élargies sur tous les projets de résolutions, avant leur introduction et leur adoption éventuelle, pourraient aussi s'avérer utiles. A cette fin, un groupe informel à composition non limitée pourrait être établi pour faciliter le travail des délégations, en particulier des petites délégations. L'article 52 du règlement intérieur devrait être pleinement observé et ne faire l'objet de dérogations qu'à titre tout à fait exceptionnel.

54. Quant à l'inquiétude exprimée par le Secrétaire général au sujet de la crise financière actuelle, le Groupe asiatique voudrait savoir dans quelle mesure les activités du Centre pour les droits de l'homme et de la Commission elle-même en seront affectées, l'ampleur des économies qui devraient être

réalisées par le Centre et les secteurs qui seront touchés. Ces informations sont nécessaires aux auteurs des résolutions ayant des implications financières. Par ailleurs, la Commission devrait s'efforcer de mener ses travaux dans les délais prévus, sans aucune séance de nuit. Elle pourrait aussi envisager de raccourcir d'une semaine, voire plus les prochaines sessions. Les résolutions obsolètes devraient être abandonnées et d'autres pourraient être fusionnées ou étendues sur deux ans.

55. M. MEGHLAOU (Algérie) réaffirme sa conviction que la Commission doit éviter les affrontements et conflits politiques et oeuvrer dans un esprit de coopération pacifique et de respect mutuel, esprit dont émanent la Déclaration et le Programme d'action de Vienne et la résolution 48/141 de l'Assemblée générale portant création du poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Par ailleurs, il est absolument vital que les méthodes de travail de la Commission soient réorganisées et rationalisées.

56. M. HASHIM (Bangladesh) dit qu'une gestion efficace et judicieuse du temps est un préalable essentiel à une rentabilisation maximale des travaux de la présente session de la Commission. Il fait siennes les suggestions dans ce sens formulées par les orateurs qui l'ont précédé et estime que la Commission devrait éviter la prolifération des organes subsidiaires et envisager de réduire, à titre expérimental, la durée des réunions intersessions.

57. Nonobstant le caractère positif de la contribution des ONG aux travaux de la Commission, la multiplication de leur nombre est à l'origine de difficultés; aussi M. Hashim espère-t-il qu'il sera possible à la Commission de trouver avec elles un terrain d'entente quant aux modalités de leur participation, de telle manière que la Commission puisse disposer du temps nécessaire à ses propres délibérations.

58. M. Hashim note avec satisfaction que le nombre des points de l'ordre du jour a quelque peu diminué mais, selon lui, il faudrait non seulement s'employer à éviter la multiplication des points à examiner mais aussi revoir régulièrement l'ordre du jour pour procéder à d'éventuelles éliminations, fusions ou regroupements de points. Lors des trois dernières sessions de la Commission, quatre cinquièmes des résolutions avaient été adoptées par voie de consensus. A la présente session il faudrait s'employer à réaliser le consensus pour toutes les résolutions. Il suggère donc que les projets de résolutions portant sur des allégations spécifiques de violations des droits de l'homme ne soient soumis qu'après une détermination objective dans le cadre de la procédure confidentielle.

59. M. GOONETILLEKE (Sri Lanka) invite la Commission à dresser le bilan de l'oeuvre accomplie depuis 50 ans et à proposer un programme d'action réaliste, conforme à son mandat, pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Peut-être serait-il opportun de se demander si, dans le passé, la Commission a toujours agi conformément à son mandat et aux principes et objectifs de la Charte des Nations Unies.

60. Si l'on veut que la coopération internationale soit le fondement des travaux de la Commission, il faut ériger en principe l'harmonie et la transparence. La Commission ne doit pas être divisée en camps opposés. Une impression largement répandue parmi les pays en développement est

qu'ils sont de plus en plus le point de mire des résolutions, sous l'effet de motivations politiques. Si la Commission est perçue comme utilisée par certains membres pour imposer leur volonté, sa tâche ne sera pas facile.

61. Bien entendu, il est du devoir de la communauté internationale de préconiser les mesures qui s'imposent lorsque des violations flagrantes des droits de l'homme se produisent dans un pays donné, mais la question se pose de savoir à quel stade elle doit renoncer à la persuasion et envisager d'autres moyens de maîtriser la situation. A cet égard, M. Goonetilleke ne pense pas que l'adoption de résolutions sans la participation du pays concerné ait des chances de contribuer à y améliorer la situation des droits de l'homme ou à alléger les souffrances de sa population. De plus, la manière dont les membres de la Commission négocient entre eux pour faire passer des résolutions concernant particulièrement certains pays n'est pas constructive et perturbe fréquemment la conduite de la séance en cours.

62. La Commission devrait mener ses travaux sans discrimination ni partialité ou subjectivité, de manière transparente, et modifier ses procédures de travail de manière à rechercher le consensus de préférence à un vote qui sème la discorde. La Conférence sur le désarmement a atteint toutes ses décisions par consensus et cela ne l'a pas empêchée de mener ses travaux de manière efficace. Lors de la précédente session de la Commission, la délégation sri-lankaise a rappelé un certain nombre de principes qui, selon elle, devraient guider la Commission dans ses travaux. M. Goonetilleke suggère aux membres de se reporter à cette déclaration.

63. M. SINGH (Inde), s'étant associé au point de vue exprimé par le représentant du Pakistan au nom du Groupe asiatique, se dit inquiet de la surcharge de l'ordre du jour de la Commission, de l'énorme volume de ses documents et de la multitude de résolutions. Il est à déplorer que la protection et la promotion des droits de l'homme, au lieu d'être une entreprise universelle empreinte de coopération, devienne rapidement un nouveau terrain d'affrontement à motivation politique, un élément de politique étrangère qui n'a que peu à voir avec les droits de l'homme; cette tendance ne peut que miner l'efficacité et la crédibilité de la Commission, en particulier parmi les pays en développement, qui semblent être les principales "cibles".

64. S'il est vrai que des violations des droits civils et politiques se produisent dans des pays en développement, il s'en produit aussi ailleurs, mais les déclarations des représentants des pays du Nord pourraient donner à penser que les droits de l'homme ne posent aucun problème dans cette partie du monde, ce qui n'est certainement pas le cas.

65. La promotion et la protection des droits de l'homme sont des questions trop importantes pour qu'elles donnent lieu à des confrontations de caractère politique; aussi la Commission doit-elle s'employer à réaliser le consensus, aussi difficile que cela puisse être, par la voie du dialogue, de la consultation et de la persuasion.

66. M. THINLEY (Bhoutan), ayant manifesté son adhésion à la déclaration faite par le représentant du Pakistan au nom du Groupe asiatique, dit qu'il serait naïf d'imaginer que les délibérations de la Commission puissent être totalement à l'abri de considérations politiques, mais que la politisation

délibérée des droits de l'homme est un sujet de grande préoccupation pour tous. La subjectivité, la discrimination et la partialité dans le traitement des questions semblent être devenues la règle plutôt que l'exception et une impression largement répandue est que la Commission est manipulée par certains pays qui cherchent à exercer des pressions politiques sur d'autres. Cette perception est aggravée par le fait que les pays en développement sont la principale cible des critiques, et aussi par une tendance marquée à accorder plus d'importance à certains droits qu'à d'autres.

67. La délégation bhoutanaise n'est nullement convaincue que cette situation soit le résultat délibérément recherché par un quelconque pays, mais elle est convaincue, en revanche, de la nécessité impérieuse de remettre en question certaines façons de procéder de la Commission et de les modifier, de favoriser le dialogue plutôt que le monologue, la coopération et le compromis plutôt que l'affrontement, la construction plutôt que la destruction. Comme le représentant sri-lankais, M. Thinley pense que la Commission doit s'en tenir à certains principes, dont la transparence et le consensus, lors de l'examen et de l'adoption des résolutions.

68. Comme d'autres orateurs avant lui, il est inquiet de la situation financière précaire de l'ONU et, en particulier, de ses effets sur les activités du Haut Commissaire aux droits de l'homme et du Centre pour les droits de l'homme, mais il est réconforté par les efforts déployés par le Haut Commissaire aux droits de l'homme et le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme dans l'exécution de leurs importants mandats. La Commission doit jouer son rôle en étant ponctuelle, en évitant les séances de nuit et en envisageant sérieusement la possibilité de déclarations conjointes de délégations.

69. M. PARREIRA (Angola) considère que la Commission est un forum propice au dialogue et que tous les pays devraient, de concert, chercher à éviter des affrontements futiles. Sa délégation adhère aux déclarations des orateurs qui l'ont précédée et demande instamment à la Commission d'adopter ses décisions et ses résolutions par voie de consensus et d'éviter de recourir au vote, si ce n'est en dernier ressort.

70. M. WU JIANMIN (Chine) dit approuver sans réserve les orateurs précédents qui ont manifesté leur opposition à la politisation des droits de l'homme, au parti pris et à l'affrontement au lieu du dialogue, de la coopération et du consensus, et qui ont mis en évidence les problèmes qui sapent la crédibilité de la Commission, dont le plus grave est l'examen de résolutions concernant particulièrement des pays, presque toujours des pays en développement. Il en est de même pour la nomination de 17 rapporteurs de pays et représentants spéciaux.

71. A la session précédente de la Commission, un représentant d'un groupe de pays industrialisés a accusé, en une seule intervention, 51 pays et régions en développement de violations des droits de l'homme. Il n'est donc pas surprenant que certains représentants de pays en développement soient arrivés à la conclusion que la Commission était devenue un tribunal où de nombreux pays en développement étaient mis en accusation et jugés par quelques pays industrialisés, le juge suprême étant une superpuissance sur le territoire de laquelle abondent les cas de discrimination raciale, de violences policières, de chômage et d'autres violations des droits de l'homme.

72. De toute évidence, l'ancienne confrontation Est-Ouest a été remplacée par une confrontation Nord-Sud, et quelques pays voient dans la Commission un instrument de leur politique étrangère et d'une politique de puissance. Imbus de leur supériorité, ces pays se montrent dominateurs, empreints de préjugés et prompts à imposer leurs vues et à créer des situations conflictuelles qui minent le principe de coopération internationale et font obstacle au bon fonctionnement de la Commission.

73. L'heure est venue de la Commission de choisir sa voie : soit elle suit les sentiers battus de l'affrontement politique, soit elle opte pour la coopération, sur un pied d'égalité, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne. La délégation chinoise est prête, de concert, avec toutes les autres, à bannir l'affrontement politique en faveur du dialogue, de la coopération et du consensus.

74. Mme SYALMUDDIN (Indonésie) dit qu'il est largement admis que la Commission devrait rationaliser ses méthodes de travail de manière approfondie, détaillée et intégrée, en recourant à la concertation, et avec la pleine participation de toutes les délégations, sur la base du consensus. Les principes d'impartialité, d'objectivité et de non-discrimination doivent guider l'examen de toutes les questions relatives aux droits de l'homme, y compris la rationalisation des activités de la Commission, dans un esprit de coopération et de dialogue universels, sans arrière-pensée politique.

75. Pour rester crédible, la Commission doit démontrer qu'elle observe un processus démocratique dans l'adoption de ses décisions. Pour ce qui est des projets de résolutions, il faudrait convenir d'un mécanisme de coordination des consultations préalable à leur soumission et à leur adoption, grâce auquel la plupart des projets être adoptés par voie de consensus, sauf dans les rares cas où les consultations auraient échoué.

76. Par souci d'économie, les orateurs devraient se limiter strictement au temps de parole convenu. La participation des ONG devrait être organisée de manière à la rendre aussi efficace que possible. Les modalités techniques de questions telles que la détermination du temps de parole et la présentation de déclarations conjointes devraient être rationalisées. Une restructuration de l'ordre du jour s'impose qui tienne compte des principales responsabilités et mandats de la Commission, le regroupement des points de l'ordre du jour étroitement associés étant encouragé et toute proposition d'ajout d'un point à l'ordre du jour devant être mûrement pesée.

77. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba), après avoir exprimé son soutien aux propositions du Bureau, telles qu'elles ont été exposées par le Président au début de la séance, dit que la Commission traverse une crise de confiance. Il se peut que l'effritement de sa crédibilité ne soit pas remarqué par les pays industrialisés, à l'inverse des pays en développement où vivent la majorité des habitants du globe. Les droits de l'homme ne sont pas le domaine réservé d'un petit nombre de pays qui cherchent à imposer leur volonté aux autres.

78. Alors qu'il est dit à l'Article premier de la Charte que l'un des buts des Nations Unies est d'être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers [des] fins communes, la Commission des droits de l'homme semble

préférer l'affrontement. De plus, elle n'obéit pas au principe largement reconnu de l'interdépendance des droits, accordant plus d'importance aux droits civils et politiques, au détriment des droits économiques, sociaux et culturels. Les efforts visant à promouvoir le droit au développement ont même été bloqués par certains membres de la Commission.

79. Il reste à la Commission à condamner les violations des droits de l'homme dans les pays industrialisés du Nord, pourtant les exemples ne manquent pas de violations des droits juridiques et d'atteintes à l'intégrité physique des personnes dans ces pays.

80. La surabondance accablante des documents à examiner et l'exclusion de certaines délégations du processus de consultation sont d'autres raisons du déclin de la crédibilité de la Commission.

81. La délégation cubaine soutiendra toute initiative destinée à rendre les travaux de la Commission plus rationnels, plus efficaces et plus transparents.

82. M. van WULFFTEN PALTHE (Pays-Bas) exprime l'appui de sa délégation aux propositions du Bureau. Il souhaiterait proposer que l'exigence du quorum soit abandonnée, tout au moins pendant les débats.

83. Le Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats se félicite des nombreux appels lancés en faveur d'une réforme des méthodes de travail et de l'ordre du jour de la Commission et souhaiterait consulter d'autres délégations sur cette question extrêmement importante.

84. M. van Wulfften Palthe ne voudrait pas contribuer à la "politisation" de la Commission en formulant des observations qui ne sauraient déboucher sur un dialogue constructif, franc et ouvert; aussi s'abstiendra-t-il de commenter un fait sans précédent dans les annales de la Commission, à savoir l'interruption de l'allocution d'un orateur invité.

85. M. LEHMANN (Danemark) dit que sa délégation, qui a soumis au Bureau une proposition concernant les droits des peuples autochtones, demande instamment à la Commission d'ajouter à son agenda un point distinct intitulé "Affaires autochtones".

86. M. LEMINE (Mauritanie) dit que la Commission doit rationaliser ses méthodes de travail et fonctionner plus efficacement, compte tenu, en particulier de la crise financière de l'ONU. La Commission doit cesser d'être un terrain d'affrontement; elle doit rechercher le dialogue et le consensus, comme cela est déjà la norme dans d'autres secteurs du système des Nations Unies.

87. M. AKRAM (Pakistan) dit qu'il faut affronter la dure réalité d'intérêts conflictuels. A cet égard, il espère que la présente séance aura un effet cathartique afin que le reste de la session puisse se dérouler dans un climat d'harmonie et de coopération. La plupart des délégations, y compris celles des pays en développement, sont inspirées par l'Article premier de la Charte des Nations Unies qui dispose que l'un des buts de [l'Organisation] est d'être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers [des] fins communes. Dans cet esprit, la Commission devrait faire en sorte que toutes les délégations participent au processus de concertation et de consensus.

La séance est levée à 13 heures.

-----